

15 janvier 2025

# Le rapport annuel 2023 de la Cour des comptes européenne

François-Roger Cazala,  
Membre de la Cour des comptes européenne

Commission des Affaires européennes  
Assemblée nationale



COUR DES  
COMPTES  
EUROPÉENNE



# Cour des comptes européenne

- La Cour des comptes européenne est l'**auditeur externe indépendant** de l'Union européenne.
- Basée à **Luxembourg**, la Cour emploie quelque **950** agents de toutes les nationalités de l'UE, répartis entre personnel d'audit, personnel de soutien et personnel administratif.

## Nos réalisations

- Les **rapports annuels** contiennent, pour l'essentiel, la certification des comptes de l'UE, notre déclaration d'assurance sur le budget de l'UE, sur la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), mais couvrent aussi des aspects budgétaires et liés à la performance.
- Les **rapports spéciaux** présentent les résultats d'audits sélectionnés portant sur des domaines d'action ou des domaines de dépenses spécifiques, ou sur des questions budgétaires ou de gestion.
- Les **rapports annuels spécifiques**, publiés séparément, portent sur les agences, les organismes décentralisés et les entreprises communes de l'UE.
- Les **avis** concernent la réglementation, nouvelle ou actualisée, ayant une incidence significative sur la gestion financière et sont établis à la demande d'une autre institution ou de notre propre initiative.
- Les **documents d'analyse** donnent une description de politiques, de systèmes, d'instruments ou de sujets plus ciblés, ou fournissent des informations à cet égard.

# Rapport annuel relatif à 2023 – Résultats globaux

- La fiabilité des comptes de l'UE relatifs à l'exercice 2023.
- La légalité et la régularité des opérations relatives aux recettes de l'exercice 2023.
- La légalité et la régularité des dépenses:
  - ✓ la légalité et la régularité des **dépenses budgétaires de l'UE**;
  - ✓ la légalité et la régularité des dépenses au titre de la **facilité pour la reprise et la résilience**.

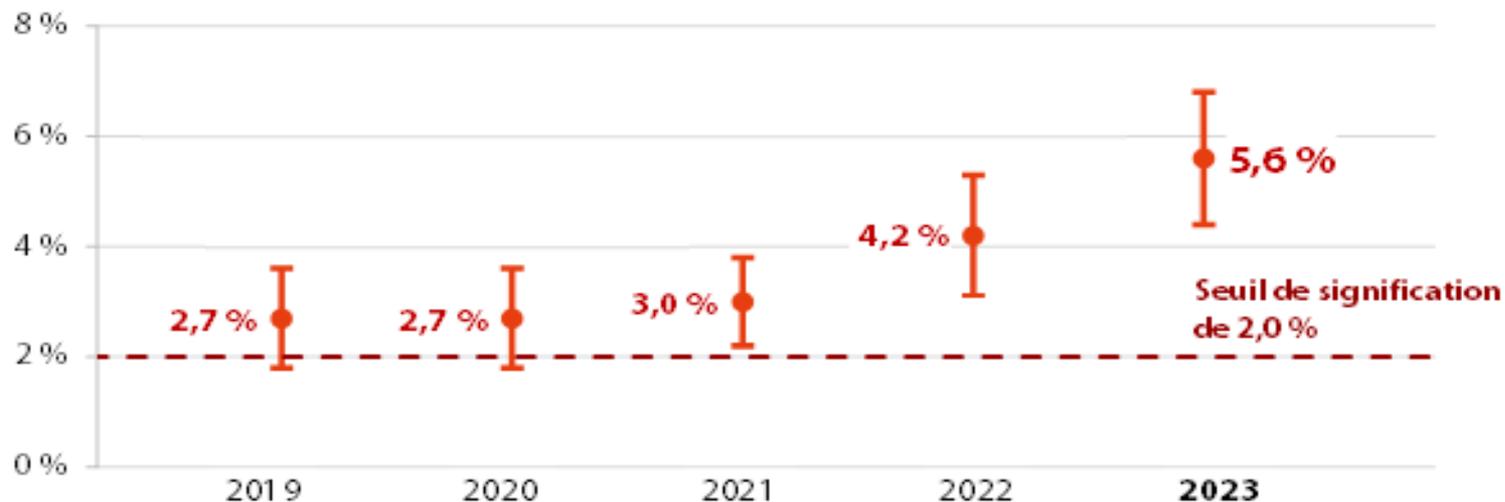
Opinion favorable

Opinion favorable

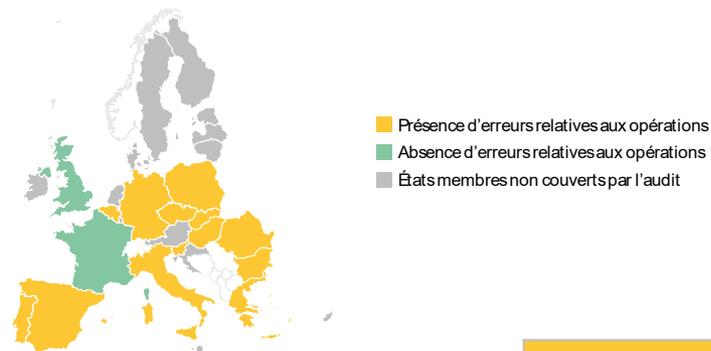
Opinion  
défavorable

Opinion avec réserves

# Niveau d'erreur estimatif pour les dépenses budgétaires de l'UE (de 2019 à 2023)



# Cohésion, résilience et valeurs: ventilation des opérations de notre échantillon, ainsi que des constatations correspondantes pour la déclaration d'assurance 2023



État membre (*)	Contribution de l'UE (millions d'euros)	Nombre d'opérations examinées	Constatations relatives aux opérations	
			Nombre d'erreurs quantifiables	Nombre d'erreurs non quantifiables
Pologne	11 105	41	5	3
Espagne	4 026	19	6	7
Italie	3 986	18	4	6
Roumanie	3 866	23	4	6
Hongrie	3 659	18	5	16
Tchéquie	3 561	21	10	8
Grèce	3 500	13	2	3
Portugal	3 445	12	4	5
Allemagne	2 481	9	3	4
France	2 190	6	-	-
Slovaquie	1 693	8	-	2
Coopération territoriale (**)	1 480	6	2	-
Royaume-Uni	1 391	7	-	-
Bulgarie	1 239	7	1	3
Croatie	1 010	--		
Lituanie	944	--		
Slovénie	724	1	1	-
Lettonie	551	--		
Estonie	486	--		
Belgique	275	7	-	2
Suède	251	--		
Finlande	228	--		
Autriche	163	--		
Pays-Bas	154	--		
Malte	128	--		
Luxembourg	98	--		
Chypre	75	--		
Danemark	65	--		
Irlande	12	--		
<b>TOTAL</b>	<b>52 786</b>	<b>216</b>	<b>47</b>	<b>65</b>

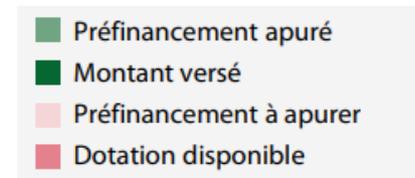
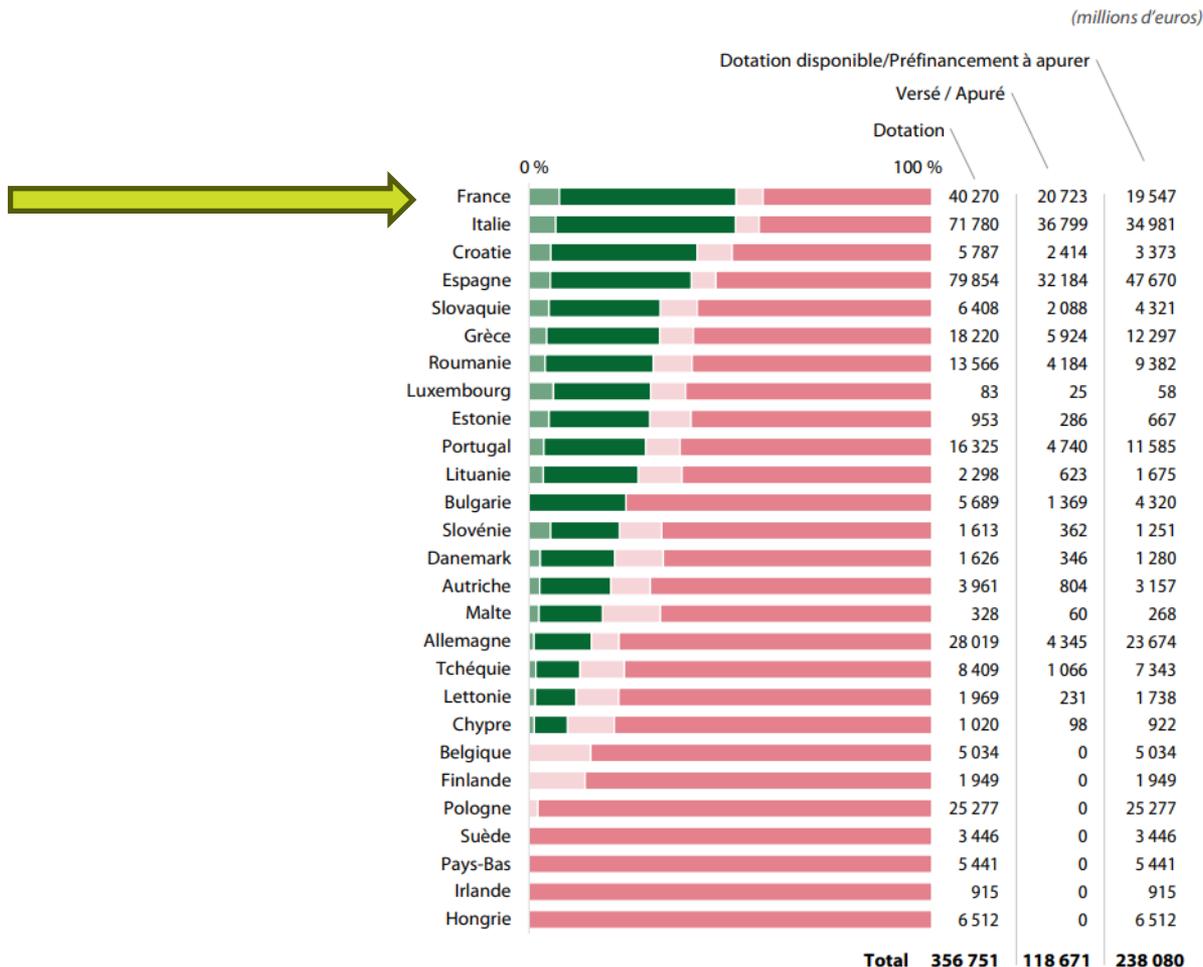
(\*) Notre échantillon n'est pas conçu de manière à permettre de tirer des conclusions au niveau État membre.

(\*\*) Les contributions de la CTE comprennent celles d'un programme bilatéral Espagne-Portugal.



# FRR - Paiements de subventions aux États membres

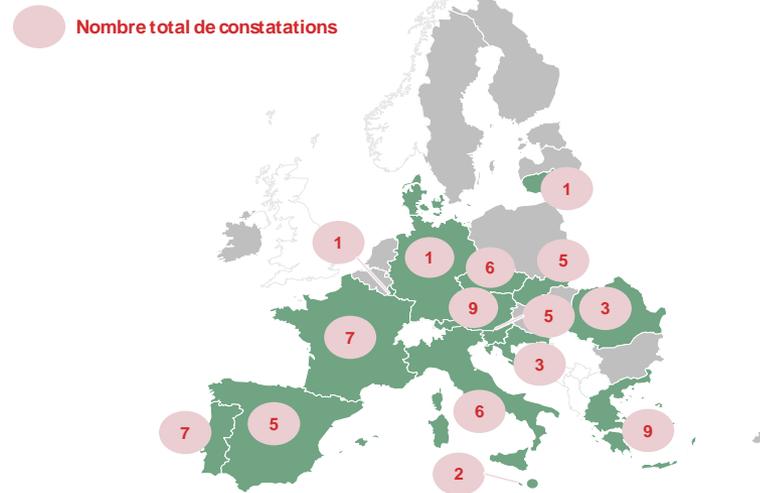
(situation au 31 décembre 2023)



Source: Cour des comptes européenne.

	2021	2022	2023	Total
Préfinancements	36 372	271	1 691	<b>38 334</b>
Montants versés	10 000	46 897	46 325	<b>103 222</b>
Apurements	1 494	6 803	7 152	<b>15 449</b>

# Facilité pour la reprise et la résilience: résultats de l'audit



État membre	Constatations quantitatives	Constatations qualitatives	Insuffisances systémiques	Nombre total de constatations
Tchéquie	4	1	1	6
Danemark	0	1	0	1
Allemagne	0	1	0	1
Grèce (*)	2	4	3	9
Espagne	0	4	1	5
France	2	4	1	7
Croatie	0	2	1	3
Italie (*)	3	3	0	6
Lituanie	0	0	1	1
Luxembourg	0	0	1	1
Malte	1	0	1	2
Autriche	3	5	1	9
Portugal (*)	1	3	3	7
Roumanie	0	1	2	3
Slovénie (*)	0	2	3	5
Slovaquie (*)	0	5	0	5
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>36</b>	<b>19</b>	<b>71</b>

(\*) Il y a eu plus d'un paiement en 2023.



# FRR – Enseignements tirés des travaux de la Cour

1. Nécessité de renforcer la traçabilité des fonds européens, afin d'assurer une visibilité complète des flux financiers jusqu'aux bénéficiaires finaux.
2. Améliorer la précision et la clarté des jalons et cibles et des critères d'éligibilité.
3. Des déclarations de gestion plus fiables et des mécanismes de suivi renforcés sont indispensables pour garantir la transparence de l'utilisation des ressources européennes.

# Problèmes critiques au niveau macroéconomique

1. La dette de l'UE (458,5 milliards d'euros) est deux fois plus élevée qu'en 2021 (emprunts destinés à l'initiative NextGenerationEU).  
Incertitude subsiste toujours quant à la manière dont cette dette sera remboursée
2. Les charges financières des emprunts contractés dans le cadre de NextGenerationEU pourraient quasiment doubler par rapport à l'estimation initiale de 15 milliards d'euros
3. Facilité pour l'Ukraine - des prêts qui pourront représenter jusqu'à 33 milliards d'euros: l'absence de provision budgétaire comporte des risques non négligeables pour le budget

# Rapports spéciaux et documents d'analyses

- Rapport spécial 28/2024: Respect du droit de l'Union – La Commission gère mieux les dossiers d'infraction mais tarde toujours à les clôturer
- Rapport spécial 27/2024: Lutte contre les régimes fiscaux dommageables et l'évasion fiscale des entreprises – L'UE a érigé une première ligne de défense, mais la mise en œuvre et le suivi des mesures présentent des failles
- Rapport spécial 06/2024: La facilité en faveur des réfugiés en Turquie – Un plus pour les réfugiés et les communautés d'accueil, mais un impact et une durabilité encore incertains
- Document d'analyse 05/2023: Réformer la gouvernance économique de l'UE: des opportunités
- Rapport spécial 27/2023: Filtrage des investissements directs étrangers dans l'UE – Le cadre est en place, mais des limites importantes empêchent une gestion efficace des risques pour la sécurité et l'ordre public
- Rapport spécial 22/2024: Double financement sur le budget de l'UE – Certains éléments essentiels manquent aux systèmes de contrôle pour que le risque accru résultant du modèle de «financement non lié aux coûts» de la FRR puisse être atténué
- Rapport spécial 07/2023: Conception du système de contrôle de la Commission relatif à la facilité pour la reprise et la résilience
- Avis 02/2024 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense

**Merci**  
**de votre attention!**



COUR DES COMPTES  
EUROPÉENNE